

Jeudi 28 novembre 2024

Les résultats de l'élection aux États-Unis
Les mesures électorales montrent que les travailleurs défendent leurs droits et leurs revendications prosociales



- Les mesures électorales montrent que les travailleurs défendent leurs droits et leurs revendications prosociales
- Soutien aux augmentations du salaire minimum et aux mesures de congé de maladie
- Rejet massif du système de bons d'études de Trump et soutien massif au financement accru de l'éducation publique
- Les mesures électorales assurant le financement des garderies et de l'environnement ont la faveur du peuple

Les résultats de l'élection aux États-Unis
Les mesures électorales montrent que les travailleurs défendent leurs droits et leurs revendications prosociales

Alors que tout est fait pour qualifier les travailleurs américains d'arriérés et de racistes parce que les dirigeants ont choisi Donald Trump comme président, les

votes sur les mesures électorales et les questions référendaires à travers le pays montrent que des positions ont été prises à plusieurs reprises en faveur des droits des travailleurs et des femmes, du droit à l'éducation et de la protection de l'environnement. Cet étiquetage des États comme « rouges », pro-Trump, ou « bleus », pro-Harris, ne reflète pas les positions et la conscience collective des travailleurs à travers le pays, qui sont pro-droits et pro-sociaux. Il vise à diviser les travailleurs en promouvant de fausses idées sur les gens en fonction de leur vote et non des positions qu'ils prennent et des luttes qu'ils mènent.

Lors de l'élection de 2024, 159 mesures électorales à l'échelle de l'État ont été certifiées pour le scrutin dans 41 États. Des mesures supplémentaires ont été approuvées au niveau des comtés et des villes. Les articles ci-dessous examinent certaines des questions les plus importantes abordées par les mesures électorales



Il est extrêmement difficile de s'organiser pour que les mesures soient inscrites sur les bulletins de vote, car cela nécessite un grand nombre de signatures, des comités de vote, des rapports financiers à l'État, et plein d'autres choses encore. Le Nebraska, par exemple, a adopté six mesures électorales et un total de 700 000 signatures ont été recueillies. Au Nebraska, il faut au moins 5 % des électeurs inscrits dans au moins 38 des 93 comtés de l'État pour être admissible. Les signatures des électeurs inscrits, et non des personnes ayant le droit de vote, doivent être vérifiées et sont souvent contestées pour empêcher que des mesures soient inscrites sur le bulletin de vote. Bien que les exigences varient d'un État à l'autre, tout comme le délai pour obtenir les signatures, des dizaines de milliers de signatures sont généralement nécessaires.

L'obtention de mesures électorales est un outil d'organisation important utilisé par les travailleurs, leurs syndicats et les organisations de défense des droits pour obtenir la reconnaissance de leurs revendications à l'échelle de l'État. Une fois la mesure inscrite sur le bulletin de vote, une autre campagne de grande envergure est nécessaire pour informer et mobiliser le public afin qu'il soutienne la mesure en question. Des intérêts privés s'opposent souvent à ces efforts, comme les monopoles de la restauration, les monopoles antisyndicaux ou ceux qui s'opposent au financement de l'enseignement public, aux questions environnementales, etc.

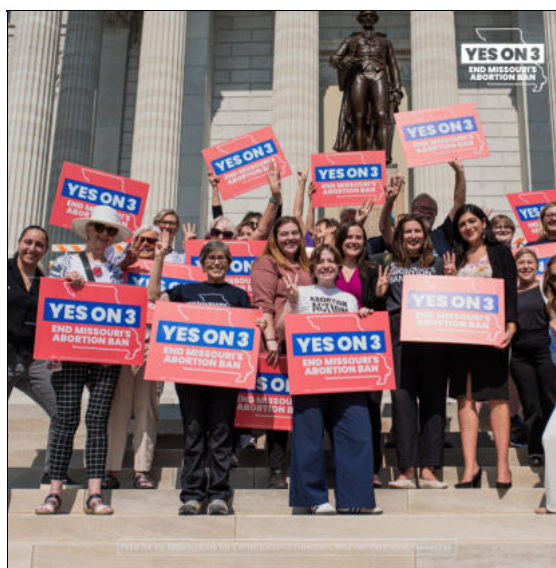
Pour faire adopter ces mesures, les travailleurs s'organisent résolument et mobilisent politiquement le public pour contrer les millions de dollars dépensés par les intérêts privés impliqués pour répandre la désinformation et la peur.

En ce qui concerne les salaires et les congés de maladie, les électeurs ont approuvé des augmentations du salaire minimum à 15 dollars de l'heure dans deux États, l'Alaska et le Missouri. Les électeurs ont élargi la capacité des travailleurs à obtenir des congés de maladie payés dans trois États, l'Alaska, le Missouri et le

Nebraska. Les électeurs de l'Arizona ont remporté une victoire pour les travailleurs à pourboire en bloquant la proposition 138 des chaînes de restaurants, qui aurait réduit leurs salaires de 25 %.

Les électeurs de l'Alaska ont choisi d'interdire les réunions d'entreprise obligatoires « devant un auditoire captif » aux endroits de travail sur des sujets politiques ou religieux. Ces réunions sont couramment utilisées par les grands monopoles pour empêcher la syndicalisation. L'Alaska rejoint 11 autres États qui ont adopté des mesures similaires. Les électeurs de l'Oregon ont adopté une mesure visant à protéger le droit des travailleurs du cannabis à se syndiquer.

Les électeurs ont voté pour le droit constitutionnel à l'avortement dans sept États : Arizona, Colorado, Maryland, Missouri, Montana, Nevada et New York. Ces mesures signifient que le droit à l'avortement ne peut être supprimé des lois. En Floride, la mesure a obtenu 57 % des voix, mais l'État exige 60 % pour les mesures constitutionnelles, de sorte qu'elle n'a pas été adoptée. Les organisateurs se sont félicités des résultats, car malgré la forte pression exercée contre la mesure, la majorité l'a soutenue. La proposition similaire du Dakota du Sud a échoué, tout comme celle du Nebraska.



Les propositions de financement gouvernemental pour les services de garde ont été adoptées en Californie, au Colorado, au Missouri, au Nevada, au Texas et dans l'État de Washington. Les propositions concernant le financement de l'éducation ont été adoptées dans l'Arkansas, le Colorado, le Nouveau-Mexique, le Rhode Island et l'Utah. Les mesures en faveur des bons d'études, qui fournissent des fonds publics aux écoles privées et sont soutenues par des milliardaires, ont été massivement rejetées au Colorado, au Kentucky et au Nebraska. Le financement de l'environnement a été adopté en Californie, au Colorado, en Louisiane, au Minnesota et à Rhode Island.

Les articles ci-dessous donnent plus d'informations sur ces différentes mesures. Tous montrent clairement que les travailleurs, État après État, ont défendu leurs droits et exigé des investissements accrus dans les programmes sociaux.



Soutien aux augmentations du salaire minimum et aux mesures de congé de maladie

Le salaire minimum fédéral aux États-Unis, exigé dans tous les États, reste à 7,25 dollars de l'heure, bien en deçà du seuil de pauvreté. Le salaire minimum n'a pas

été augmenté depuis 2009. Même le salaire horaire de 15 dollars pour lequel on se bat se situe juste au niveau du seuil de pauvreté pour une famille de quatre personnes, soit 31 200 dollars par an pour un travail à temps plein.



Conférence de presse du 9 janvier 2024 à Anchorage, Alaska, après la collecte de signatures pour inscrire l'augmentation du salaire minimum de l'Alaska sur le bulletin de vote lors de l'élection de 2024

Les électeurs de l'Alaska ont adopté la *mesure électorale 1* visant à augmenter le salaire minimum de l'État à 15 \$ de l'heure d'ici le 1er juillet 2027. On estime que cette mesure augmentera le salaire de 30 000 travailleurs. De plus, la mesure oblige les employeurs à accorder des congés de maladie payés gagnés, jusqu'à 56 heures par an pour les grands employeurs et 40 heures par an dans les entreprises de moins de 15 travailleurs.

Le Missouri a adopté la *Proposition A* visant à porter le salaire minimum de l'État à 15 dollars de l'heure et à accorder des congés de maladie rémunérés à un taux d'une heure de congé par tranche de 30 heures travaillées. Des études estiment que cette mesure permettra d'augmenter les salaires de plus de 560 000 travailleurs du Missouri et accordera des congés de maladie payés à 730 000 travailleurs.

L'*amendement 436* du Nebraska a été adopté, obligeant les entreprises à fournir des congés de maladie rémunérés à leurs employés. Les travailleurs des grandes entreprises pourront bénéficier de sept jours par an et ceux des petites entreprises de moins de 20 travailleurs auront cinq jours de maladie payés par année.

Pour soutenir les travailleurs incarcérés, les électeurs du Nevada ont adopté la *Question 4* visant à abolir l'esclavage dans les prisons, rejoignant ainsi huit autres États qui ont adopté des mesures électorales similaires ces dernières années, dont l'Oregon, l'Utah, l'Alabama, le



Tennessee et le Vermont. Ces mesures suppriment les dispositions de la constitution de ces États qui autorisent l'esclavage ou la servitude involontaire comme punition pour un crime. Ces efforts mettent en évidence le fait que la Constitution des États-Unis autorise ce type d'esclavage pénal.

La *Question 3* du Massachusetts a été adoptée, créant un cadre au niveau de l'État que les conducteurs de véhicules de covoiturage peuvent utiliser pour former des organisations autorisées à négocier avec les entreprises de covoiturage sur les salaires et les conditions de travail, sans aborder la question du statut juridique des conducteurs. Les entreprises de covoiturage se sont longtemps battues pour que les conducteurs soient classés comme des entrepreneurs indépendants, ce qui les exempte de la protection de nombreuses lois fédérales et des États et bloque la syndicalisation en niant l'existence d'une unité de négociation collective.

À Denver, au Colorado, une large majorité d'électeurs a approuvé la *Question 2U*, une ordonnance locale visant à étendre les droits de négociation collective à 7 000 travailleurs municipaux. Le Colorado dispose d'une loi sur les droits de négociation collective pour certains travailleurs de l'État et des comtés, mais de nombreux travailleurs locaux en sont exclus.

À titre d'exemple de solutions alternatives proposées par les travailleurs, à Glendale, en Arizona, la *Proposition 499* demandait d'augmenter le salaire minimum des travailleurs des hôtels et des centres événementiels à 20 dollars de l'heure (avec des augmentations annuelles) et d'établir diverses normes pour les heures de travail dans les hôtels. Elle prévoyait la création d'un nouveau département municipal des normes du travail responsable d'enquêter sur les violations commises par les employeurs, comme le vol de salaire et les heures supplémentaires. Bien qu'elle n'ait pas été adoptée, la mobilisation en sa faveur a permis d'attirer l'attention du public sur ces questions.



Mobilisation en faveur de la déclaration des droits des travailleurs à la Nouvelle-Orléans, en Louisiane, lors de l'élection de 2024

De même, à la Nouvelle-Orléans, en Louisiane, les électeurs ont adopté un amendement à la Charte des droits des travailleurs de la ville. Cet amendement affirme des droits comme des salaires décents, des congés payés et des soins de

santé, ainsi que le droit de se syndiquer. La campagne menée pour faire adopter cet amendement a mis en évidence le fait que le salaire minimum vital, les congés payés, les soins de santé, le droit de se syndiquer et de s'organiser sont tous des droits que le gouvernement a le devoir de garantir. Toutefois, la loi de l'État n'exige pas que ces mesures locales de défense des droits soient appliquées. Les organisateurs ont fait valoir que, même dans ce cas, le fait de se battre pour cette mesure mettait la question des droits au premier plan.



Rejet massif du système de bons d'études de Trump et soutien massif au financement accru de l'éducation publique



À Colorado les électeurs ont rejeté l'amendement 80 et ont protégé l'école publique en rejetant le système de bons d'études.

Un des principaux fronts de la privatisation de l'éducation publique aux États-Unis et de l'offensive contre les écoles publiques de la maternelle au secondaire est la promotion des bons d'études. Les bons d'études font en sorte que les fonds publics sont retirés des écoles publiques et investis dans les frais de scolarité des écoles privées. Les multimilliardaires comme Charles Koch, président de Koch, Inc., la deuxième plus grande entreprise privée des États-Unis, Betsy DeVos, l'ancienne secrétaire de l'Éducation de Donald Trump, et Jeff Yass, cofondateur de Susquehanna

International Group, une des entreprises commerciales les plus importantes de Wall Street, sont les principales forces financières cherchant à influencer un vote en faveur des bons d'études. Donald Trump soutient les bons d'études et envisage mettre de côté des fonds fédéraux à cette fin. Aux États-Unis, le financement de

WHY THIS MATTERS

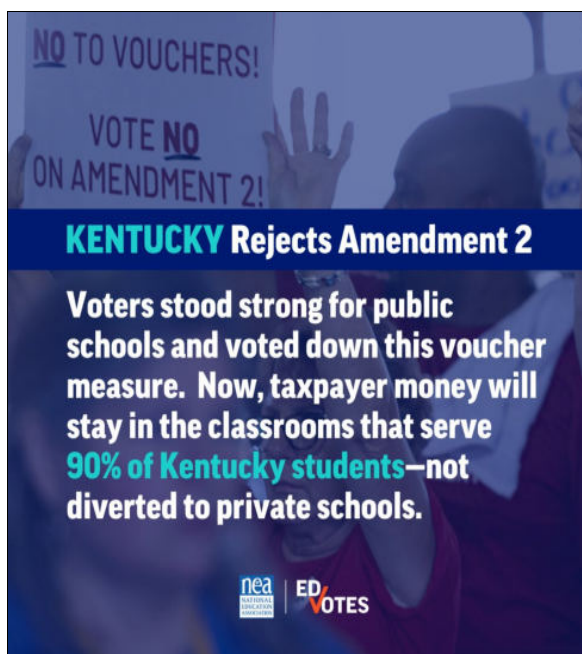
By defeating vouchers, more resources will stay in our public schools, supporting students and respecting taxpayer dollars. This isn't just a victory for 3 states; it's a victory for every community that values public education as a cornerstone of our democracy.

nea | ED VOTES

l'éducation est assuré par les États et les collectivités locales, le gouvernement fédéral ne fournissant qu'environ 13 % du financement.

Les gens partout au pays ont rejeté de façon répétée le système de bons d'études et se sont opposés à la privatisation de l'éducation publique. Ils exigent une amélioration de la qualité des écoles publiques, et il existe une conscience collective voulant que le gouvernement est responsable de garantir le droit à l'éducation et que les bons d'études sapent cela.

Au Colorado, les électeurs ont rejeté l'*Amendement 80* par un vote de 51 %. Cet amendement aurait enchâssé un « droit constitutionnel » de l'État au « libre choix » des écoles pour les étudiants de la maternelle au secondaire et aurait préparé le terrain aux bons d'études consacrés aux écoles privées. On estime que les bons d'études ont siphonné près de 640 millions de dollars des écoles publiques.



Au Kentucky, une majorité d'électeurs de tous les comtés de l'État a rejeté l'*Amendement 2*, qui aurait permis au gouvernement d'État de financer les étudiants de la maternelle au secondaire hors des écoles publiques. La mesure de bons d'études a été rejetée par près de 65 % des électeurs. Des études ont montré que l'adoption d'un tel amendement et le fait de créer un programme de subventions d'État pour les écoles privées aurait redirigé 1,19 milliards de dollars de fonds publics au privé, l'équivalent des fonds nécessaires pour embaucher 9 869 enseignants et employés dans les écoles publiques du Kentucky.

Au Nebraska, les gens ont approuvé le *Référendum 435* par une majorité de 57 %, abrogeant une loi qui permettait à l'État de dépenser jusqu'à 10 millions de dollars par année pour subventionner les frais de scolarité des élèves de la maternelle à la 12e année qui fréquentent des écoles privées. Les forces favorables aux bons d'études comme Betsy DeVos se sont farouchement opposés à la tenue d'un vote sur le Référendum 435 et à tout le travail mené pour que les gens votent contre. C'est la première abrogation du système de bons d'études de l'histoire.

Les électeurs du Nebraska et du Kentucky font partie de ceux qu'on a qualifiés de partisans de Donald Trump, simplement parce qu'un grand nombre d'entre eux ont voté pour lui dans ces deux États. Ces initiatives de consultation populaire prouvent le contraire. Les bons d'études ont été largement rejetés par le public, qui défend le droit à l'éducation et tient le gouvernement pour responsable de garantir ce droit.

Les mesures de financement scolaire

En plus de s'opposer à l'utilisation des fonds publics pour l'éducation privée, les mesures électorales comportaient également des demandes pour que le gouvernement finance l'éducation publique. Ces manifestations ont eu lieu en Arkansas, en Californie, au Nouveau-Mexique, au Rhode Island et dans l'Utah. Toutes les mesures réclamant un financement accru pour l'éducation ont été adoptées.

De façon générale, les questions électorales ne peuvent généralement pas imposer de contraintes directes sur les budgets des États. La raison en est que les gens n'ont pas le droit de décider des budgets, mais c'est un droit qu'ils réclament régulièrement des assemblées législatives des États et des collectivités locales locaux dans leurs manifestations pour des investissements accrus dans les programmes sociaux.

Pour aller chercher le financement, on exige d'habitude au moyen d'une consultation populaire que les États émettent des bons d'études qui prévoient des fonds réservés à des besoins spécifiques. C'est aussi une façon d'encourager les personnes qui ont appuyé la proposition et qui se sont organisées pour qu'elle soit adoptée continuent de pousser pour que l'État la mette en oeuvre.

En Arkansas, *l'Issue 1*, pour laquelle quel on a voté favorablement à 90 %, demande que les loteries d'État soient la source de financement des bourses d'étude pour les écoles professionnels et techniques publics et privés et autres institutions techniques.

En Californie, la *Proposition 2*, adoptée à 59 %, exige de l'État qu'il émette 10 milliards de dollars en bons d'études pour financer la construction et la modernisation d'établissements d'éducation publique.

Pour garantir le financement, les mesures électorales exigent généralement que les États émettent des obligations, avec les fonds désignés pour des besoins spécifiques. Cela garantit également que ceux qui ont soutenu les mesures et se sont organisés pour les faire inscrire sur les bulletins de vote restent vigilants pour s'assurer que l'État les applique.

Au Nouveau-Mexique, la *Question 3*, adoptée à 66 %, exige que l'État émette 230,26 millions de dollars en bons d'études pour investir dans des projets de rénovation pour les institutions d'éducation post-secondaires publique, les écoles publiques spéciales et les écoles tribales.

À Rhode Island, la *Question 2*, adoptée à 60 %, exige que l'État émette des bons d'études d'une valeur de 160,5 millions de dollars pour rénover des établissements d'éducation post-secondaires publics.

Au Utah, l'*Amendement 8*, adopté à 70 %, exige que la limite de dépenses annuelles des Fonds scolaires d'État soit augmentée de 4 % à 5 %.



Les mesures électorales assurant le financement des garderies et de l'environnement ont la faveur du peuple

Aux États-Unis, la colère du peuple gronde face à comment l'argent des impôts est dépensé. Il y a aussi une vaste opposition au refus des gouvernements d'arrêter de payer les riches et qui se cachent derrière des promesses de création d'emplois qui ne sont pas au rendez-vous, et au refus des gouvernements de financer les programmes sociaux. Lors de la récente élection aux États-Unis, l'inscription de mesures électorales a été organisée pour exiger le financement de programmes spécifiques. Pas moins de douze mesures électorales ont ainsi été soumises au vote partout au pays, exigeant des augmentations fiscales ou de nouvelles sources de financement pour les garderies et d'autres services pour les enfants. Les électeurs ont massivement voté pour maintenir ou pour augmenter le financement de ces services. En outre, des propositions pour assurer le financement de la protection de l'environnement ont aussi été adoptées.

Veiller à ce que ces mesures électorales soient votées et le travail pour les faire adopter exige une énorme mobilisation politique et de gigantesques efforts organisationnels, ses organisateurs devant souvent faire face aux forces anti-peuple qui dépensent des millions de dollars pour contrecarrer ces campagnes.

Dans l'État de Washington, *l'Initiative 2109* a été lancée par des PDG de fonds spéculatifs pour abroger la taxe d'accise sur les gains en capital adoptée en 2021 et qui est devenue une source de 1,3 milliards de dollars en revenus pour les garderies et pour les services d'apprentissage. La taxe touche moins de 1 % des résidents les plus riches de l'État. La mesure visant à l'abroger a été battue et le financement est demeuré intact.

Au Colorado, la *Proposition KK* a été adoptée, créant un fonds de 39 millions de dollars grâce à une taxe d'accise de 6,5 % sur les armes et les munitions. Ces fonds aident à subventionner les services en santé mentale pour les victimes de crimes et pour les vétérans, et 3 millions de dollars aident à financer des services d'aide psychologique pour les enfants.

Au Nevada, la *Question 5* a été adoptée, excluant les couches de bébé de la taxe de vente, dès le 1er janvier 2025.

Dans Sonoma County, en Californie, les électeurs ont voté pour la *Mesure 1*, qui prévoit une taxe de vente d'un quart de cents dans tout le comté pour créer une source locale de revenu pour aider à financer les garderies et les services de santé pour les enfants, plus spécifiquement pour les enfants qui ont vécu l'itinérance. L'initiative a reçu plus de 20 000 signatures d'électeurs en règle, et a fait partie du scrutin en novembre.

Dans Grand County, la *Ballot Measure 1A* a aussi été votée, augmentant la taxe de séjour (touchant les hôtels) de 1,8 % à 2 % et dont les revenus seront consacrés au tourisme, au logement et aux garderies.

Dans le comté de La Plata, au Colorado, la *Ballot Issue 1A* a été adoptée, redirigeant près de 70 % des revenus d'une taxe de séjour vers les garderies et le logement abordable.

À Montrose, au Colorado, le *Ballot Issue 2A* a été adopté et il augmentera la taxe de séjour municipale et consacra 17 % des revenus aux garderies.

À Platte County, au Missouri, le Fonds des services à la petite enfance de Platte County a été adopté, prévoyant une augmentation de la taxe de vente d'un quart de cents pour créer une source de revenus pour financer les programmes de santé mentale, dont le dépistage au préscolaire.

À Travis County, au Texas, la *Proposition A* a été adoptée. Elle prévoit une taxe foncière permettant de créer un fonds de plus de 75 millions de dollars pour la création de places abordables en garderie et pour contrecarrer la perte de fonds fédéraux en contexte de pandémie pour les programmes locaux de garderies.

L'environnement

Des mesures visant à financer la conservation et pour palier la destruction environnementale ont été adoptées en Californie, au Colorado, à la Louisiane, au Minnesota et à Rhode Island. Les gens veillent à ce que le gouvernement mette en oeuvre les mesures adoptées de telle sorte qu'elles protègent effectivement l'environnement.

En Californie, la *Proposition 4* a autorisé le gouvernement à emprunter 10 milliards de dollars pour plusieurs projets environnementaux, y compris des mesures pour surmonter la méga-sécheresse qui sévit dans cet État, la pire, selon certains, depuis plus de 1200 ans. L'argent aidera à financer les mesures de prévention des feux de forêt et pour prémunir les régions côtières contre l'élévation du niveau de la mer.

Une mesure électorale adoptée au Colorado exige que les revenus de la taxe sur les paris sportifs – qui sont légaux dans cet État depuis 2020 – servent à financer la conservation de l'eau et la gestion de projets.

Au Minnesota, les électeurs ont massivement approuvé un amendement constitutionnel permettant de consacrer au moins 40 % des revenus des loteries d'État à l'environnement et à un fonds fiduciaire pour les ressources naturelles jusqu'en 2050. Depuis sa création en 1988, le fonds a investi des centaines de millions de dollars dans plus de 1700 projets à l'échelle mondiale. L'amendement prévoit aussi la création d'un nouveau programme de subventions communautaires pour « aider les communautés durement frappées à affronter la dégradation environnementale et les problèmes de santé qui en découlent ».

Les citoyens de Rhode Island ont approuvé un emprunt gouvernemental de 53 millions de dollars pour financer des projets de prévention d'inondations, de rétablissement des habitats côtiers et d'amélioration de la santé forestière.

En Louisiane, les électeurs ont adopté un amendement constitutionnel permettant

d'obtenir un revenu fédéral à partir de projets énergétiques extracôtiers comme l'énergie éolienne, solaire et marémotrice, ainsi que le pétrole et le gaz, qui constituerait un fonds consacré à la restauration côtière. Le fonds de la Louisiane permet de « faire le travail essentiel de combattre l'érosion exacerbée par les changements climatiques et améliorant ainsi la durabilité de l'économie de l'État et le bien-être de ses citoyens ».



www.pccml.ca • redaction@pccml.ca